

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
BR

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la
Société d'Avitaillement et de Stockage de
Carburant Aviation (SASCA) à BLAGNAC

N° 105

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.511-1, L.514-5, L.172-1, L.171-6 et L.171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 1997 autorisant le Groupement d'Avitaillement de Toulouse (GAT) à exploiter, dans l'enceinte de l'aéroport Toulouse-Blagnac, un stockage aérien d'hydrocarbures et une installation d'emplissage de véhicules citernes ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant en date du 31 janvier 2013, par laquelle la Société d'Avitaillement et de Stockage de Carburant Aviation (SASCA) fait connaître qu'elle a succédé au Groupement d'Avitaillement de Toulouse (GAT) pour l'exploitation des installations de stockage et de mise à bord de carburant aviation sur l'aéroport de Toulouse Blagnac ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées pour la protection de l'environnement en date du 07 août 2013, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.514-5 et L.171-6 du code de l'environnement ;

Considérant que les dispositions de la Section III (articles 16 à 23 inclus) relatives à la protection contre la foudre édictées à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables notamment aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques 1432 et 1434 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réalisé l'étude technique prescrite à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Considérant que, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, l'exploitant n'a pas fait installer de dispositifs de protection, ni mis en place de mesures de prévention par un organisme compétent ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure la société d'Avitaillement et de Stockage de Carburant Aviation (SASCA) de régulariser sa situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,



ARTICLE 1er –

La Société d'Avitaillement et de Stockage de Carburant Aviation (SASCA) est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite sur le site de l'Aéroport de Toulouse-Blagnac de respecter :

Sous le délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, à savoir :

« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. »

Sous le délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'article 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, à savoir :

« L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. »

ARTICLE 2 :

Si, à l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3- Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la Société d'Avitaillement et de Stockage de Carburant Aviation.

Toulouse, le 29 AOUT 2013

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER

